

"... cependant l'énergie atomique attend à l'arrière-plan" dans Süddeutsche Zeitung (15 novembre 1958)

Légende: Les 15-16 novembre 1958, le quotidien bavarois Süddeutsche Zeitung décrit les bienfaits de l'énergie nucléaire et insiste sur l'importance pour l'Europe occidentale de répondre efficacement à la hausse de la demande énergétique.

Source: Süddeutsche Zeitung. Münchner Neueste Nachrichten aus Politik, Kultur, Wirtschaft und Sport. Hrsg. Friedmann, Werner; Goldschagg, Edmund; Schöningh, Dr. Franz Josef; Schwingenstein, August ; R Herausgeber Friedmann, Werner. 15.-16.11.1958, Nr. 274; 14. Jg. München: Süddeutscher Verlag. ".doch im Hintergrund wartet schon die Atomkraft", auteur:Franz Thoma , p. 18.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/cependant_1_energie_atomique_attend_a_1_arriere_plan_dans_suddeutsche_zeitung_15_novembre_1958-fr-08c4340c-df6b-48e1-bff3-720bd8aa6b25.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

... L'énergie atomique attend son heure

Euratom consolide l'énergie atomique – l'industrie en tête / un nouveau domaine de travail

Bruxelles, en novembre – Derrière l'enseigne *Euratom* se cache une union qui, pour l'Europe, doit assurer le lien avec l'évolution dans le domaine encore récent de l'énergie nucléaire et accélérer le développement de l'industrie atomique pacifique. Parmi ses nombreuses attributions, la Communauté européenne des six pays que sont la Belgique, la République fédérale d'Allemagne, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas est non seulement chargée d'un ensemble économique important, mais également de problèmes économiques et techniques difficiles. Dans son immeuble de bureaux de la *rue Belliard* règne le silence des écoliers plutôt qu'une agitation fébrile. Une tâche sera cependant beaucoup plus facile pour Euratom que pour la Communauté économique européenne: la création du Marché commun pour l'énergie nucléaire. Dès le 1^{er} janvier 1959, il n'y aura pratiquement plus aucun droit de douane à l'importation ou à l'exportation, ni aucun quota. Euratom englobe tant la recherche commune et l'aide à la formation (dont la mise en place de réacteurs expérimentaux) que l'approvisionnement en matières premières nécessaires et la protection de la santé publique.

L'expérience des autres

Comme les accords récemment conclus avec les États-Unis et l'Angleterre le montrent, Euratom se base sur la considérable avance des autres pays. Fondamentalement, Euratom part du principe, dans son programme de travail, que l'utilisation de la fission nucléaire ne se limite aucunement à la production d'électricité, mais doit s'étendre à d'autres domaines (force motrice, chauffage, radio-isotopes). De par la nature de sa mission, Euratom ne peut pas agir dans ce domaine avec trop d'assurance. Quoi qu'il en soit, une chose est déjà claire pour Bruxelles dans le programme: les projets de construction actuels ne permettent pas de réaliser la capacité prévue de 15 millions de kW d'ici 1967 en Europe de l'Ouest. Jusqu'à présent, sur les huit réacteurs prévus, seul le réacteur G1 à Marcoule (France) est en service. On a en outre prévu 25 réacteurs expérimentaux, dont neuf en France et sept en République fédérale d'Allemagne; sept fonctionnent déjà, dont cinq en France, laquelle est indubitablement en avance dans ce domaine par rapport aux autres pays de la Communauté.

La politique énergétique est une affaire de long terme, d'autant plus dans le domaine de l'énergie atomique, où il faut quatre ans pour construire une usine. Pour le budget énergétique européen, Euratom part du principe que le *besoin en énergie* va augmenter de quelque 50 % de 1955 à 1965 et d'environ 30 % de 1965 à 1975 (soit une augmentation de quelque 80 % en vingt ans). Bruxelles ne nie pas que de telles prévisions à long terme soient pleines d'incertitudes. L'augmentation nécessaire de la puissance installée ne peut en aucun cas être couverte par les centrales atomiques; Euratom estime aussi que les *sources d'énergie classiques et l'énergie atomique* doivent se développer parallèlement. Ce faisant, «la part de l'énergie nucléaire dans les nouvelles constructions de centrales devrait progressivement augmenter». Il existe toutefois des limites évidentes qui dépendent de l'ampleur et de l'évolution du besoin d'énergie, de la technique et des finances, mais avant tout de la compétitivité de l'énergie atomique. Quoi qu'il en soit, l'énergie nucléaire semble avoir rattrapé son retard.

Les coûts d'exploitation des centrales atomiques actuellement en construction seront ainsi inférieurs à ce que l'on supposait initialement, car la fabrication et l'utilisation des combustibles ont pu être améliorées sur le plan technique.

Contrairement à la centrale thermique classique, dont l'exploitation de la chaleur est à peine améliorable une fois que la centrale est construite, il est possible d'appliquer rapidement les progrès techniques du circuit de retraitement du combustible dans une centrale atomique, même après sa mise en service. En outre, les coûts de construction des centrales atomiques diminuent, alors que les combustibles habituels sont de plus en plus chers, depuis quelques décennies. Si l'on prend l'exemple du charbon en Europe, il faut descendre toujours plus profondément pour augmenter la production, ce qui complique l'extraction et en augmente le coût. En ce qui concerne l'énergie hydraulique, les gisements prometteurs en Europe sont largement exploités, et même le pétrole et le gaz naturel, pourtant disponibles en grandes quantités, ne suffisent pas à combler les besoins énergétiques, selon Euratom. Dans tous les cas, le fait est que l'énergie atomique n'est plus vraiment à la traîne et que l'ordre de grandeur des prix de revient des deux sources d'énergie est plus ou moins le même.

De riches sources d'uranium

Le problème des matières premières est résolu. Des deux matières de base nécessaires à la production d'énergie nucléaire – l'uranium et le thorium – l'uranium, plus important, est disponible en aussi grandes quantités que le thorium de Madagascar, qui suffit à lui seul à combler les besoins de l'Europe, y compris pour l'exportation. L'agence d'approvisionnement d'Euratom – pourvue d'un capital de 2,4 millions de dollars et qui, pour aider la Commission, garantit selon des principes commerciaux l'approvisionnement de la Communauté en minerais, en matières brutes et en matières fissibles particulières – peut avoir recours à la France et à la Belgique. Les gisements d'uranium du Congo restent cependant à la disposition des États-Unis jusqu'en 1960, conformément à un traité belgo-américain. Euratom pourra ensuite augmenter considérablement l'extraction d'uranium. Le problème de l'approvisionnement en matières premières est également considéré comme résolu, parce que les estimations de besoins n'envisagent pas encore la possibilité de continuer à traiter le plutonium produit dans les réacteurs ou d'extraire de l'uranium des éléments brûlés.

On y travaille cependant intensément dans les réacteurs expérimentaux de la Communauté, ne serait-ce que pour éviter de devoir enterrer ou couler ces déchets hautement radioactifs qui pourraient constituer une menace permanente pour l'humanité, en dépit de toutes les précautions. Les larges compétences d'Euratom montrent une nouvelle fois que l'un des devoirs de cette association est de *veiller à la sécurité et au contrôle des matières fissibles*, qui sont la propriété de la Communauté.